



Photo: Bev Pearl

Claudette La Serre

The author examines the involvement of the Catholic church in education for girls in Quebec between 1850 and 1950. The education system for girls was a separate one, administered by religious communities with only partial financial help from the government. Opportunities were many for boys; girls were offered preparation for teaching and nursing, the best training for them to achieve their true vocation of motherhood (physical and spiritual). They could also join the convent, a way for some to escape marriage and emmigration caused by the poor economic situation in Quebec. Male discussion of female education lasted almost a century; it is based on an assertion of the ambivalent female nature, weakness and strength; educators insist either on one aspect or the other. Women do not reject religious education but the female discussion of it is different. Women dare to claim that education must contribute to their personal fulfillment. The author wonders if contemporary discussion of the education of women has changed and if the Church is still part of it.

Fidèle à une tradition que l'on retrouve dès les premiers établissements français en Amérique du Nord, l'Eglise catholique fait de l'éducation son champ d'action pri-

vilégié. Les matières profanes, l'apprentissage de la lecture et de l'écriture ne sont que le relais indispensable aux études religieuses proprement dites et à la formation morale de l'enfant. Les filles ont une part importante dans cet effort, comme le montrent le nombre et le dynamisme des communautés enseignantes de femmes qui s'établiront et se développeront à nouveau au Québec à partir de 1850. Les essais de laïcisation de l'école comme la formation d'un ministère de l'éducation avorteront devant la volonté d'un clergé ultramontain pour qui l'éducation, s'adressant à la totalité de l'être, ne peut être confiée à l'Etat ni même à des laïcs. Quand en 1875 disparaît le Ministère de l'Instruction publique et qu'est révisée la composition du Conseil de l'Instruction publique au profit des évêques résidentiels, la prépondérance de l'Eglise catholique s'établit d'une façon durable en milieu canadien français.

Parallèlement coexistent les deux réseaux d'enseignement public et privé, tous les deux dominés par les prêtres et les communautés religieuses. Simplement, le réseau d'écoles publiques est subventionné par l'Etat et se développe également en fonction des besoins du pays. Le public domine l'enseignement primaire et professionnel, le

L'église et l'éducation des filles au Québec de 1850 à 1950

privé le secondaire et l'enseignement des filles.

Un examen attentif des structures scolaires telles qu'elles furent mises en place à la fin du XIXe siècle et telles qu'elles se développèrent jusqu'aux années 60 de notre siècle, rend assez visible la place qu'occupaient les filles dans cet enseignement et le rôle que les autorités — la plupart du temps épiscopales — réservaient aux femmes.

Ainsi les classes ouvertes aux filles par les commissions scolaires sur l'Île de Montréal, par exemple, sont toujours moins nombreuses que celles ouvertes aux garçons. C'est aux communautés religieuses que l'on confie la responsabilité d'assumer ces classes dites "d'externes", souvent grâce aux profits réalisés par le pensionnat appartenant à la même communauté. Si bien que l'on voit fréquemment une communauté religieuse assumer à la fois un enseignement privé (le couvent) et un enseignement public (les classes externes). Les écoles normales et les collèges classiques constitueront d'autres exemples de cet enseignement que les communautés de femmes doivent assumer sans aide de l'Etat: il y aura au Québec entre 1850 et 1960 deux écoles normales de garçons qui relèvent du gouvernement

et une cinquantaine d'écoles normales de filles promues par les évêques des différentes régions et gérées par les communautés religieuses qui ne reçoivent qu'une aide partielle sous forme d'octrois et de bourses.

Les débouchés offerts aux garçons et aux filles par le biais d'une formation spécialisée, donc au-delà de l'enseignement primaire, nous donne une information encore plus précise sur la part respective des gouvernements et de l'Eglise, et de la main-mise de cette dernière sur la formation féminine. Différents ministères comme celui de l'agriculture, organiseront des cours et financeront la formation professionnelle des garçons. L'éventail des possibilités offertes à ces derniers s'élargit aussi par l'enseignement secondaire qui ouvre sur l'université et les professions libérales. Aux filles s'ouvrent les voies traditionnelles de l'enseignement et du monde infirmier auxquelles s'ajouteront au début du siècle les cours commerciaux. Elles recevaient également dans les couvents une formation pratique, couture et enseignement ménager. Mais c'est dans un réseau différent qu'elles pourront aller chercher après l'école une formation professionnelle plus précise: ce sont les cours du soir offerts par la Société nationale Saint-Jean-Baptiste, et ces cours s'adressent encore soit à des employées de bureau soit à des employées de manufacture se limitant presque exclusivement à la mode.

A la fin de son cours primaire (le secondaire sous ce titre n'ayant existé que très tard pour les filles), la jeune fille voit donc s'ouvrir deux routes devant elle, celles-ci largement promues par les autorités épiscopales: l'école ménagère devenu Institut familial dans les années 40, et l'école normale qui se développe rapidement lorsqu'on supprime le bureau des examens en 1939. Ce sont les voies royales qui mènent la jeune fille à accomplir sa véritable vocation — disent ses éducateurs masculins —, la maternité, qu'elle soit spirituelle ou charnelle. Elle peut d'ailleurs également répondre à cette vocation en entrant en communauté, et

on peut rester frappé par le nombre croissant et important d'entrées en communauté que le Québec connaîtra entre 1850 et 1950 et dont Martha Danylewiz fait une étude très intéressante: pour elle, la communauté religieuse fut justement pour les filles le moyen d'échapper au mariage — donc à la maternité — et à l'émigration consécutive aux conditions économiques du Québec.

Nous avons là un des traits les plus intéressants de l'éducation des filles au Québec: l'ambiguïté d'une pratique et d'un discours qui résulte de deux volontés presque opposées: celle des autorités masculines et cléricales qui veulent maintenir la femme dans un rôle traditionnel, indispensable à la survie d'une idéologie nationaliste et cléricale, et celle des femmes elles-mêmes qui entendent répondre à leurs propres aspirations. Cette ambiguïté est d'autant plus grande que ces deux volontés ne se manifesteront que dans une pratique et un discours dédiés au service de la communauté.

Le discours sur l'enseignement ménager, école ou institut familial, a fait croire à des générations de Québécois qu'il n'était de salut pour la future épouse que dans cette formation-là, mais plus encore, que ces écoles furent une création originale au Québec et qu'elles ont drainé la majorité des femmes d'ici. Nicole Thivierge, qui a fait une étude de cet enseignement ménager au Québec, nous révèle les courants idéologiques qui traversaient l'éducation des filles au Canada et en Europe: ils sont très proches et concernent les nécessités de l'hygiène dans les familles au début de notre siècle, et la peur de voir la famille éclater dans les années 40. C'est en fait un seul et même courant plutôt conservateur sous le couvert de la sociologie. Mais, plus encore, son étude nous révèle la résistance qu'opposèrent les femmes elles-mêmes aux visées éducatives masculines et en particulier celles de Mgr Albert Tessier. C'est que le cours d'enseignement ménager tel qu'il était conçu par ces éducateurs qui voulaient de bonnes mères et de bonnes épouses ne débouchait

pas vraiment sur le marché du travail.

Les filles qui terminaient le cours de l'Institut familial ne dépassèrent jamais 7% de la clientèle scolaire féminine alors que les collèges classiques en comptaient environ 5%. On retrouve ainsi entre les deux extrêmes de la formation des filles une curieuse parenté. D'un côté une résistance pas toujours avouée mais présente à la volonté des éducateurs de maintenir la femme en dehors du marché du travail, de l'autre une volonté d'arracher à ces mêmes éducateurs l'autorisation de pénétrer un fief masculin. Entre les deux une masse qui, pour plus instruite que l'ensemble des garçons du même âge, était condamnée à rester, au nom de sa vocation maternelle, en dehors du véritable marché du travail.

Car le discours sur l'éducation et la vocation spécifique de la femme est présent tout au long de ces années qui vont de la suppression du premier ministère de l'éducation à la réforme de l'enseignement. Presqu'un siècle de débats ininterrompus sur ce que doivent faire les filles au nom d'une idéologie religieuse dont on se rend compte qu'elle, la femme, est la meilleure courroie de transmission à condition que l'on maintienne l'institution familiale. C'est pourquoi le discours évoluera, et l'école ménagère aussi, de la formation pratique (au début du siècle) à la formation plus générale axée sur le psychologique et le spirituel, dans laquelle la formation pratique elle-même ne correspondait plus à la réalité contemporaine.

Ce discours, on le retrouve dans les journaux, ceux de l'éducation mais aussi les quotidiens, les revues plus générales et dans toutes les allocutions et adresses des distributions de prix comme dans les discours électoraux dans lesquels certains hommes politiques se laissent aller à des excès de langage fort révélateurs: ceux d'Henri Bourassa nous sont trop connus pour que nous insistions davantage.

Nous ne ferons qu'un bref rappel du contenu de ce discours masculin et cléricale. Il se réclame essen-

tiellement de la double nature féminine, celle du péché (Eve, mère de toutes les catastrophes humaines) et de la rédemption (Marie, le modèle), de la faiblesse naturelle à la femme mais aussi de sa force intérieure. Selon les éducateurs mais aussi selon les époques, le discours accentuera l'une ou l'autre de ces tendances. Ainsi pour Lionel Groulx, au nom de la nation canadienne-française et de sa mission en Amérique du Nord, l'éducation de la femme verra "à lui forger une volonté virile et un esprit clair", esprit que l'on retrouve dans nombre de textes de supérieures ou de maîtresses des études. Cette volonté de virilité accompagne une éducation sévère et austère qui forge les âmes et les corps. A l'opposé on retrouve Albert Tessier et ses écoles de bonheur où doit se pratiquer une pédagogie intuitive et concrète, naturelle à la femme.

Comment se retrouvent les femmes dans tout cela? D'une manière générale, elles ne récusent pas l'éducation religieuse qui est à la base de la formation dans toutes les communautés et qui occupe dans la vie du couvent, du pensionnat surtout, une place importante en temps et en pratiques diverses. Mais au discours masculin répond un discours féminin que l'on a jugé peut-être un peu trop vite semblable à celui de ses maîtres. Or les différences sont assez nombreuses pour qu'on lui accorde une certaine attention et un autre regard.

Si le discours masculin est le discours officiel et public par les lieux et les moyens qu'il utilise, on peut dire du discours féminin qu'il est, lui, du domaine du privé, en ce sens qu'on ne le retrouve que dans des lieux circonscrits et spécifiques: à l'intérieur des couvents — discours, adresses à l'occasion des fêtes ou des prix — dans les journaux des amicales et des regroupements féminins, au mieux dans les revues de l'éducation dans lesquelles on argumente sur le discours de l'autre: ainsi les débats qui marquèrent les années 40 à propos du baccalauréat féminin et en 1950 ceux qui concernèrent l'école ménagère.

Lieu d'expression différent mais aussi point de vue et type du discours. Pour l'homme, la jeune fille est objet du discours éducatif. Pour la femme, elle est sujet et le point de vue devient celui du "Je". C'est une évidence, bien sûr, mais que l'on n'a pas toujours vue. L'expérience personnelle vient nourrir le discours et peut changer l'objectif même de l'éducation. Celui-ci dans le discours masculin est le bien-être de l'homme — et le terme ici n'a rien de générique — au nom de la communauté. La femme, laïque ou religieuse, ose affirmer que l'éducation et l'instruction reçues doivent contribuer à son épanouissement personnel, à l'affirmation de son être de femme. Mais elle le fait dans un discours ambigu, dont la marque est le détour ou la défense.

On peut se demander aujourd'hui, après 20 ans de laïcisation et de mixité, si le discours éducatif

sur les filles a vraiment changé. Quelle part y ont pris les femmes? Quelle part l'Eglise y a-t-elle encore? Il y a 20 ans, les femmes de ma génération achevaient le cycle de leurs études secondaires. Peuvent-elles croire aujourd'hui qu'elles ne sont pas marquées par les idées et les pratiques éducatives qu'elles ont reçues? Sait-on que la moyenne d'âge des professeurs du primaire et du secondaire aujourd'hui tourne autour de la quarantaine et que la majorité d'entre eux sont des femmes? Le propre de toute volonté éducative dans le système scolaire que se donne une société n'est-il pas la reproduction? Alors. . .

Claudette La Serre est enseignante; elle a participé à une étude de l'UQAM et de l'Université de Montréal sur l'éducation des filles au Québec. Ce texte est tiré de cette recherche.

Interference

So that's where it lies
the healer, saviour, comforter,
interferer beyond talisman,
source of all beginning —

In this foreskin — razed in Covenant
in this kindest cut of all
in this much disputed riteful flap
removed from member
proving itself a *Goel* against ill!

And thou, O Abraham,
Didst hear of *Interferon*?

This hallowed membrane
carelessly discarded
this severed tissue
lifted in centuries of ceremonial discharge
now in Rehovot*
under glass makes clear:

thy God shared secrets
none but thou
couldst hear!

Shulamis Yelin
Montreal, Quebec

*Recent research at Rehovot has disclosed the presence of IF, a life-giving substance in human foreskin, possible healer in cancer therapy.